



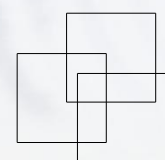
Organisation
internationale
du Travail

L'OIT en action

Résultats 2014-2015



États arabes





Projets: **57**

Pays couverts: **11**

(plus le Territoire palestinien occupé)

Nouvelles ratifications des normes
internationales du travail: **3**

Programmes par pays pour la
promotion du travail décent en
cours: **3**

L'action de l'OIT dans les régions

ÉTATS ARABES



Du fait de l'instabilité politique généralisée qui a persisté dans les États arabes en 2014-2015, l'action de l'OIT s'est focalisée sur le renforcement de la justice sociale grâce aux possibilités de travail décent par la promotion d'entreprises durables, d'une productivité plus élevée et d'une croissance équitable. La crise des réfugiés syriens a exercé une pression importante sur des infrastructures et des marchés du travail déjà éprouvés, et d'autres pays de la région ont affronté les conséquences humanitaires et économiques du conflit en cours. La baisse des cours du pétrole a provoqué un resserrement de l'espace fiscal dans un certain nombre de pays producteurs de pétrole, dont des membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG). La réponse de l'OIT à ces défis s'est focalisée sur des interventions intégrées. Les événements de partage des connaissances régionaux et interrégionaux ont été un élément essentiel de sa stratégie pour promouvoir les priorités clés dans la région et dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire.

“ Le contexte particulier du Moyen-Orient signifie qu'une grande partie de notre travail dans la région sera centrée sur les zones fragiles et conflictuelles. Notre mission consiste à restaurer et à améliorer les moyens de subsistance des communautés locales qui accueillent ces réfugiés, et ceux des réfugiés eux-mêmes, grâce à une stratégie axée sur le développement. Notre objectif ultime est de créer de la cohésion sociale dans les communautés frappées par une crise, en élaborant des politiques, en créant des moyens de subsistance et des emplois durables, ainsi qu'en luttant contre les pires formes de travail des enfants.

Ruba Jaradat, Sous-Directrice générale de l'OIT et Directrice régionale pour les États arabes, dans un entretien avec «Venture Magazine», 24 janvier 2016

Relever le défi de l'emploi des jeunes et de leurs compétences

“ La région arabe doit répondre à une crise de chômage aiguë, car l'incapacité à offrir des possibilités de travail décent est une menace sérieuse pour la stabilité de nos sociétés. Oui, il s'agit bien d'une crise mondiale, mais c'est dans vos pays qu'elle est ressentie avec le plus d'acuité, en particulier chez les jeunes.

Guy Ryder, Directeur général de l'OIT, lors de l'ouverture de la 42^e session de la Conférence arabe du Travail, 19 avril 2015

Les jeunes représentent un pourcentage important de la population des États arabes – et ils sont impatients de jouer un rôle actif dans la définition de leur propre avenir et de celui de leurs pays. Bien qu'un grand nombre de femmes et d'hommes de la région aient amélioré leur qualification, le défi à relever consiste à mieux harmoniser les compétences des jeunes diplômés avec les qualifications recherchées.

Étant donné les difficultés qu'éprouvent les femmes de tous âges sur le marché du travail dans la région Moyen-Orient/Afrique du Nord (MOAN), un nouveau rapport intitulé *Women in Business and Management: Gaining*



Sous les projecteurs: des compétences et des emplois nouveaux pour les pêcheurs de Gaza

Trente jeunes chômeurs palestiniens de la Bande de Gaza, dans le territoire palestinien occupé, sont en train de renforcer leurs compétences techniques et d'améliorer leurs chances d'obtenir un emploi grâce à un dispositif d'enseignement et de formation en milieu professionnel mis en place par l'OIT en vue de soutenir le secteur de la pêche dans l'enclave palestinienne. Les stagiaires sont issus de familles actives dans le secteur de la pêche local. Ils viennent de terminer les deux premières phases du dispositif qui fait partie du programme de renforcement des capacités intitulé «Développement des compétences et renforcement de l'employabilité dans le secteur de la pêche», mis en œuvre en partenariat avec le Syndicat général des pêcheurs maritimes de Gaza. Le programme s'efforce de réduire la pauvreté et de restaurer les moyens de subsistance des pêcheurs les plus vulnérables de la Bande de Gaza; il cible les pêcheurs et les propriétaires de navires les plus affectés par le conflit de l'été 2014. L'idée est de préserver le commerce traditionnel de la pêche à Gaza, mais aussi d'offrir aux jeunes les débouchés dont ils ont tant besoin.

Les stagiaires reçoivent dans le port un enseignement pratique concernant la réparation et l'entretien des moteurs

de bateau et des générateurs électriques. L'un d'entre eux, Hussam Al Absi, a affirmé que ses nouvelles compétences lui seraient très utiles au travail:

“ Je peux maintenant gagner du temps et économiser de l'argent. Si un générateur tombe en panne quand je suis en mer, je n'ai plus besoin de faire l'aller-retour avec la côte. Je peux le démonter moi-même, le réparer et l'entretenir régulièrement.

Les 30 hommes ont maintenant entamé une autre phase du dispositif: une période de trois mois de stage rémunéré. Au cours de cette phase, les apprentis mettront en application les compétences qu'ils viennent d'acquérir en réparant, pour une vingtaine de propriétaires, des bateaux qui ont été endommagés pendant les événements de 2014. Le programme assurera aussi la formation de 100 pêcheurs de Gaza sur les mesures de sécurité et santé au travail et sur la sécurité des opérations de manutention du poisson.

© OIT, Gaza



Notre impact, leur histoire: Malala

Malala travaille en équipe et effectue des journées de 13 heures, six jours par semaine, dans l'une des nombreuses usines de confection implantées en Jordanie, dans la zone industrielle Al Hassan, dans les faubourgs poussiéreux de la ville de Ramtha, à quelque 70 kilomètres au nord d'Amman, la capitale du pays. Comme de nombreux autres travailleurs de l'industrie du vêtement, la jeune femme âgée de 25 ans, originaire de Madagascar, se rend en fin de semaine au centre pour les travailleurs de la zone industrielle Al Hassan.

Le centre est le premier du genre dans le pays au service des travailleurs du secteur de la confection. «Je viens ici tous les vendredis pour danser, me connecter sur Internet et parler avec ma famille restée au pays», explique Malala. Sur les 25 000 travailleurs que compte la zone, environ 16 000 sont employés dans des usines de textile. La grande majorité d'entre eux – environ 80 pour cent – sont des migrants provenant du sous-continent asiatique, principalement de l'Inde, du Sri Lanka et du Bangladesh. La zone est l'un des 14 parcs industriels de libre-échange que l'on désigne sous le nom de zones industrielles qualifiées (ZIQ).

Depuis qu'il a ouvert ses portes dans la zone industrielle Al Hassan à la fin de l'année dernière, le centre fait désormais partie intégrante de la vie de nombreux travailleurs migrants. À l'origine, il a été conçu par le programme «Better Work Jordanie» – une initiative menée conjointement par l'OIT et la Société financière internationale (SFI) – en vue d'améliorer

les conditions de vie et de travail des dizaines de milliers de travailleurs employés dans l'industrie de la confection en Jordanie, un secteur en expansion rapide.

Le centre, qui est ouvert cinq soirs par semaine et toute la journée le vendredi – jour de repos hebdomadaire en Jordanie –, permet aux travailleurs de toutes nationalités de jouer au cricket, de pratiquer le yoga, d'avoir accès à Internet, d'assister à des expositions d'art et de se réunir pour célébrer les fêtes nationales ou religieuses. Outre la salle informatique et le gymnase, le centre, structure très simple et néanmoins très fonctionnelle, inclut aussi une cantine, des équipements sportifs extérieurs et des salles de classe où l'on peut suivre des cours d'anglais et d'informatique, ainsi que des cours de formation aux fonctions de direction pour des femmes. Il permet aussi à des milliers de travailleurs employés dans la zone industrielle d'avoir accès à une assistance juridique et de bénéficier d'un soutien syndical.

Conçu à l'origine comme un projet pilote, un plan de viabilité destiné à permettre au centre pour les travailleurs de s'autofinancer au cours des deux prochaines années a désormais été mis en place. Si ce modèle de centre se révèle fructueux, il est envisagé de le reproduire dans tout le pays.



Momentum in the Middle East and North Africa a été préparé par l'OIT à la fin de l'année 2015. Ce rapport vise à susciter dans la région des débats relatifs aux femmes et à l'entreprise et à inciter les acteurs du monde du travail à rechercher l'égalité.

Dans le **Territoire palestinien occupé**, en partenariat avec l'Université islamique de Gaza, l'action de l'OIT a appuyé l'apprentissage, actualisé et amélioré le développement des plans d'études et des compétences en gestion technique et entrepreneuriale pour les jeunes femmes et hommes, y compris les personnes handicapées. Quelque 50 élèveuses d'ovins ont été formées à la gestion de bergeries, aux compétences de base, à l'alphabétisation financière et à la connaissance du marché, ainsi qu'à la constitution de coopératives et de groupes commerciaux.



Promouvoir une migration équitable

Au Moyen-Orient, la proportion de migrants par rapport aux travailleurs locaux est parmi les plus élevées dans le monde, en particulier dans les États du Conseil de coopération du Golfe, et la migration en provenance de l'Asie vers ces États constitue l'un des flux de main-d'œuvre les plus dynamiques et dont la croissance est la plus rapide.

Une saine politique migratoire va bien au-delà de la lutte contre la migration irrégulière et du renforcement des contrôles aux frontières. Elle implique une identification des intérêts à long terme et des besoins du marché du travail ancrée dans les droits de l'homme fondamentaux et favorisée par des mécanismes efficaces faisant l'objet d'un large consensus social.

En 2014-2015, l'OIT a appuyé le partage de bonnes pratiques en matière de droits des travailleurs domestiques entre pays d'origine et d'accueil. Un dialogue de politique générale interrégional sur les flux de main-d'œuvre destiné aux mandants et aux experts des États arabes et d'Asie et du Pacifique conduit à une stratégie commune pour l'établissement d'un agenda équitable de la migration entre les deux régions.

L'OIT a lancé avec succès, en 2014-2015, un nouveau processus de dialogue sur la migration en organisant,



© Apex Qatar

Notre impact, leur histoire: Jennifer

En juillet 2006, Jennifer, qui préfère garder l'anonymat pour protéger son identité, ne souhaitait pas renouveler son contrat de travail au Liban en tant que travailleuse domestique. Elle disait ne plus se sentir en sécurité au Liban. De plus, au lieu des 200 dollars des États-Unis mensuels que lui avait promis une agence de recrutement philippine, ses employeurs ne lui versaient que 150 dollars par mois. En outre, ils en conservaient une bonne partie, qu'ils étaient censés lui remettre au terme de son contrat de deux ans.

Pour bon nombre des travailleurs domestiques migrants qui vivent et travaillent au Liban et dans d'autres pays de la région, l'emploi ainsi que les conditions de travail et de vie qu'on leur avait fait miroiter dans leur pays d'origine correspondent rarement à la réalité dans le pays d'accueil. L'OIT estime à 600 000 le nombre de personnes victimes du travail forcé au Moyen-Orient. «Je voulais juste rentrer chez moi», dit Jennifer. Elle avait décidé de retourner aux Philippines dès que son contrat arriverait à échéance, c'est-à-dire au début de l'année suivante. Mais quand elle leur a annoncé qu'elle ne voulait pas renouveler son contrat, ses employeurs ont insisté pour qu'elle reste.

La majorité des travailleurs domestiques migrants au Moyen-Orient sont tenus par le système de parrainage dit «kafala», qui lie les travailleurs à leurs employeurs, limitant leur capacité de se syndiquer, de mettre un terme à leur contrat de travail ou de changer d'employeur. «Je leur ai dit que j'avais l'intention d'aller à l'ambassade des Philippines», nous a expliqué Jennifer. Malgré cela, ils ont conservé son passeport, une pratique courante au Moyen-Orient, où le «kafael», ou parrain, confisque tous les documents d'identité du

travailleur domestique migrant à son arrivée dans le pays d'accueil. «J'y suis allée quand-même, poursuit Jennifer. Je suis partie et j'ai demandé à une autre travailleuse domestique où se trouvait l'ambassade. Elle m'a expliqué comment m'y rendre, et j'ai marché très longtemps», nous dit Jennifer, contactée par téléphone dans sa ville natale de Vintar, au nord-ouest des Philippines, où elle travaille désormais comme institutrice.

Pendant deux semaines, l'ambassade s'est occupée de Jennifer, jusqu'à ce qu'elle organise son voyage de retour aux Philippines. Mais après des mois de travail pénible au Liban, elle a dû partir sans toucher les salaires que ses employeurs lui devaient encore. Si cet épisode marque la fin des épreuves endurées par Jennifer en tant que travailleuse domestique migrante au Liban, il annonce aussi le début de son parcours du combattant pour obtenir justice par l'intermédiaire du système judiciaire libanais.

Avant de quitter le Liban, Jennifer a demandé l'aide de Me Antoun Al-Hachem, avocat pro bono de Caritas. Elle espérait qu'il l'aiderait à récupérer ses arriérés de salaire. La première fois qu'un tribunal libanais a statué en faveur d'un travailleur domestique migrant, c'était en 2005.

En 2014, sept ans après avoir parlé à Jennifer à l'ambassade des Philippines à Beyrouth, Me Al-Hachem avait enfin de bonnes nouvelles à lui annoncer: Caritas avait réussi à obtenir gain de cause, et ses arriérés de salaire lui avaient enfin été versés. Ces décisions de justice sans précédent montrent que le Liban est sur la bonne voie pour faire de l'accès à la justice une réalité pour les travailleurs domestiques migrants.

LIBAN



au Népal, une Réunion d'experts interrégionale entre l'Asie et les États arabes et, en Indonésie, une Réunion régionale tripartite sur les difficultés des politiques et de la gestion des migrations de main-d'œuvre en Asie, afin d'examiner les moyens d'aller de l'avant en matière de gouvernance des migrations – de parvenir à un accord à haut niveau sur une feuille de route interrégionale pour une migration équitable.

Les travailleurs domestiques constituent la majorité des migrants de sexe féminin enregistrés dans les États du CCG, au Liban, en Jordanie et au Yémen, où ils gagnent moins de la moitié des salaires moyens, subissent des journées de travail longues et imprévisibles et demeurent un des groupes les moins protégés par la législation nationale du travail.

Au **Liban**, un nouveau syndicat a été créé pour représenter exclusivement les travailleurs domestiques, et l'OIT a financé une assistance téléphonique récemment lancée par le ministère du Travail du Liban, qui permet aux travailleurs domestiques migrants de signaler des cas de maltraitance ou d'abus et de bénéficier d'une aide et de conseils. Au cours des deux dernières années, un guide d'information à l'usage des travailleurs domestiques migrants – qui présente les règles et réglementations actuellement en vigueur au Liban, y compris le contrat d'embauche standard – a été diffusé en sept langues au bénéfice de 60 000 personnes.

Si tous les pays arabes dispensent certaines formes de couverture de sécurité sociale (généralement des régimes de retraite couvrant la vieillesse, les prestations aux survivants, l'invalidité et les accidents du travail), moins de 50 pour cent des femmes, des hommes et de leurs familles peuvent y accéder normalement. L'OIT a aidé plusieurs pays arabes à élargir l'éventail, le niveau et la couverture de leur protection sociale en promouvant des politiques et en apportant une assistance à ces pays pour les aider à élargir la couverture des systèmes de retraite, d'assurance chômage et de protection de la maternité.

En 2014-2015, l'OIT a aidé **l'Irak**, la **Jordanie**, le **Territoire palestinien occupé**, **Oman** et **l'Arabie saoudite** à élaborer des politiques destinées à améliorer la couverture de la sécurité sociale, et notamment celle des groupes exclus. Un séminaire organisé par l'OIT a assuré l'adoption de ces politiques au niveau régional et a conduit, par exemple, à un plan d'action pour l'établissement de la nouvelle administration de la sécurité sociale dans le **Territoire palestinien occupé** et à l'élaboration d'un

Élargir la protection sociale

“ La protection sociale n'apporte pas seulement des avantages sociaux: elle aide aussi à obtenir des avantages économiques. Les personnes qui peuvent s'appuyer sur elle sont mieux placées pour affronter les changements que subissent nos systèmes économiques et s'y adapter. Instruites, en bonne santé et bien nourries, elles sont productives. Mais nous savons que ces liens positifs entre les politiques sociales et économiques demandent à être cultivés.

Guy Ryder, Directeur général de l'OIT, dans son allocution au 2^e Forum arabe sur l'emploi et le développement, Riyad, 24 février 2014



régime d'assurance chômage qui est actuellement en cours à **Oman**. Dans le **Territoire palestinien occupé**, la première loi de sécurité sociale adoptée, qui couvre les travailleurs du secteur privé et leurs familles, apportera une protection à 82 646 travailleurs en 2016, l'objectif étant d'en atteindre 336 440 d'ici à 2030. Globalement, et avec l'introduction d'un socle de protection sociale dans le Territoire palestinien occupé – qui fait partie de son programme de pays pour un travail décent –, il est prévu que quelque deux millions de Palestiniens en bénéficient.



© Apex Oman

Réagir à la crise des réfugiés syriens

“ Nous avons été pris de court, comme le monde entier, par le problème syrien, qui a provoqué le déplacement d'un très grand nombre de citoyens de ce pays. La Jordanie a été la première destination de beaucoup d'entre eux, ce qui a accentué la pression sur les infrastructures du pays et le niveau de prestation des services de base. Cette situation a conduit le gouvernement à faire des investissements



© OTHUJ, Kohler, Jordanie

importants dans les communautés qui accueillent cet afflux massif de réfugiés, surtout dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'eau et de l'assainissement, de l'énergie, des transports et de la sécurité. Mais la plus forte incidence de ce processus que l'on puisse observer a peut-être été celle qui concerne le marché du travail informel.



S.E. Abdullah Ensour, Premier ministre du Royaume hachémite de Jordanie, à la 103^e session de la Conférence internationale du Travail, 9 juin 2014

Plus de 4,8 millions de femmes et d'hommes ont fui la Syrie avec leurs familles cinq ans après le conflit que connaît le pays, ce qui fait de la crise des réfugiés l'une des situations d'urgence humanitaires les plus vastes, les plus prolongées et les plus complexes des temps modernes. La Jordanie, avec sa population de 6,4 millions d'habitants, compte une population de réfugiés syriens en expansion de plus de 651 000 personnes. Au Liban, les réfugiés représentent maintenant une personne sur quatre; et l'Irak accueille près de 250 000 réfugiés. À ces chiffres peuvent s'ajouter des centaines de milliers de réfugiés non enregistrés.

L'OIT cible les communautés d'accueil et les réfugiés afin de maintenir et de renforcer la stabilité sociale et économique des pays limitrophes concernés. En **Jordanie** et au **Liban**, elle a appuyé des interventions fondées sur le développement et axées sur l'emploi pour les réfugiés et les communautés d'accueil. L'OIT s'est engagée activement dans la conception et la mise en œuvre du Plan régional des Nations Unies pour les réfugiés et la résilience (3RP) 2015-16 et dans les plans d'action nationaux de la Jordanie et du Liban, qui abordent aussi l'aspect humanitaire que celui du développement de manière intégrée. La contribution de l'OIT s'est notamment focalisée sur la création d'emplois et les moyens de subsistance, et sur l'élimination des pires formes de travail des enfants.

Un dialogue interrégional consacré à l'impact de la crise des réfugiés syriens sur le marché du travail dans les communautés d'accueil, organisé par l'OIT en 2015, a renforcé la coordination tripartite entre l'**Égypte**, l'**Irak**, la **Jordanie**, le **Liban** et la **Turquie** en vue d'améliorer les analyses et les réponses efficaces à la crise aux niveaux national et régional.

Sous les projecteurs: utiliser l'irrigation pour alléger la tension de la crise des réfugiés

En Jordanie, l'un des pays les plus pauvres en eau de toute la planète, il peut être difficile de maintenir une irrigation suffisante des cultures. C'est sans doute un défi pour Younes Shdeifat, un agriculteur du gouvernorat défavorisé et dépendant de l'agriculture de Mafraq, dans le nord du pays.



© OIT/K Al Jemri, Jordanie



Cependant, grâce à une initiative de développement à haute intensité de main-d'œuvre de l'OIT qui l'a aidé à construire un système simple mais efficace de captage des eaux de pluie, il devrait bientôt être capable de faire pousser des amandiers sur une parcelle de taille modeste, laissée en jachère pendant des années en raison de la rareté de l'eau dans la région, classée comme aride ou semi-aride. Younes dit qu'il n'aurait jamais pu commencer à cultiver cette terre sans le soutien du projet de l'OIT, qui s'efforce d'améliorer les infrastructures locales, en particulier pour les agriculteurs les plus faibles et les plus vulnérables.

«J'essayais de trouver quelqu'un pour m'aider à améliorer l'infrastructure de ma ferme depuis très longtemps, a-t-il déclaré. Je ne peux pas planter d'arbres sans source d'eau. Au lieu de gaspiller l'eau de pluie chaque année, je veux l'utiliser pour la ferme. Le meilleur moyen pour le faire est d'utiliser les techniques traditionnelles de collecte de l'eau comme les récupérateurs d'eau.»

Dans le cadre de cette initiative, qui est mise en œuvre avec le ministère de l'Agriculture et plusieurs partenaires

locaux, Younes a aussi aménagé des terrasses autour de sa ferme pour limiter l'érosion du sol. Mais il n'est pas le seul à bénéficier de ce projet. La communauté

locale accueille un grand nombre de réfugiés fuyant la crise dans la Syrie voisine, ce qui pèse sur le marché du travail et les services publics locaux. Des travailleurs ont été recrutés sur place pour construire le récupérateur d'eau et les terrasses, ce qui a permis de créer des emplois et donc de contribuer à alléger la pression que provoque la crise des réfugiés sur la communauté d'accueil locale. Ces efforts relèvent d'une vaste réponse de l'OIT à la crise des réfugiés syriens dans le nord de la Jordanie, là où leur présence est le plus importante.

L'OIT espère élargir ces projets pilotes pour atteindre d'autres secteurs qui ont été durement touchés par l'afflux de réfugiés.

© OIT/Al Jemri, Jordanie



“ Il est de plus en plus difficile de séparer
l'humanitaire du développement...
En conséquence, l'attention se porte sur
les emplois et les moyens de subsistance.

Guy Ryder, Directeur général de l'OIT

**Département de l'appui aux partenariats et programmes extérieurs
(PARDEV)**

Organisation internationale du Travail

Route des Morillons 4, CH-1211, Genève 22
Suisse

Tél: +41 22 799 7239 - Fax: +41 22 799 6668

Email: pardev@ilo.org



www.ilo.org/oitresultats

Suivez-nous sur:

twitter.com/oitinfo

facebook.com/ilo.org

youtube.com/ilotv

ISBN 978-92-2-231066-1



9 789222 310661

